



Foot, vous avez dit FO...ot ?

Fin de match... et carton(s)

Après une raclée municipale mémorable, l'équipe a été remaniée et est dirigée par un nouvel entraîneur, que la moitié des joueurs ne peut pas encadrer. Quelques anciennes gloires sont là... Mais M Météo – qui veut faire travailler les autres le dimanche - est un peu fatigué et on l'a vu dormir sur le terrain. Elle est un peu fatigante et vient de marquer quelques buts...contre son camp comme ce tarif du gaz qui n'augmentera pas en août...traduisez quelques jours après ou l'écotaxe qui devient un objet fiscal non identifié...

La stratégie semble relever d'un nouveau concept original consistant à attaquer simultanément à gauche, à droite, au cent... mais sans faire de passes et en s'auto-taquant. Ainsi, le pacte de responsabilité détruira des dizaines de milliers d'emplois...selon la rapporteuse du budget.

Corner comme cette annonce de baisse d'impôt direct pour les contribuables les plus modestes mais le but est encore raté. Et oui, les français sont échaudés : si ça baisse d'un côté, ça augmentera du côté des taxes ou pour les autres...

Et puis, il y a toujours celui qui veut se pavaner. C'est bizarre mais on sent bien que l'exploit du siècle qu'est l'achat d'une partie du capital d'Alstom pour rien – il est capable de le dire les yeux dans les yeux - n'a pas un «coût» franc.

Et si encore le capitaine était à la hauteur mais, en fait, il est – comment dire - un peu trop normal pour le poste et quasiment hors jeu. Enfin, il sait quand même exprimer une opinion intéressante...quand il parle de foot !

Alors vu le jeu consternant que nous subissons, nous continuons d'attribuer des cartons jaunes et rouges...

A vot' bon cœur m'sieurs dames...



La Direction Générale vient de préciser que la prime collective de performance, qui sera versée avec le traitement d'août 2014, s'élèvera à **120 Euros bruts**, les objectifs de la DGFIP n'ayant pas tous été atteints.

Nous constatons que cette prime sera malheureusement inférieure à celle de l'année précédente. Notre Syndicat dénonce cette régression qui considère que les agents des Finances Publiques seraient collectivement responsables de ne pas avoir rempli correctement les objectifs fixés.

Pour nous, c'est oublier que les agents des Finances Publiques subissent chaque jour davantage les effets pernicioeux de la politique de Modernisation de l'Action Publique qui se caractérise par moins d'effectifs et moins de moyens budgétaires et dégrade totalement l'exercice normal des missions.



La note de service du 6 mai 2014 vient de décrire les modalités de mise en œuvre de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) 2013. Elle précise notamment que sa mise en paiement doit intervenir avec la paye de juin 2014.



Par référence à Alfred Jarry qui était un précurseur dans le domaine du surréalisme. Il aura imposé un nouveau mot à la langue *ubuesque*, qui renvoie à l'univers singulier de son héros (la gidouille verte, le voiturin à phynances, le crochet à nobles, le bâton à physique, le petit balai qu'on ne saurait dire, etc.), et qui qualifie par extension un monde absurde, grotesque, dominé par la bureaucratie et le bon plaisir des tyranneaux à la fois odieux et ridicules.

DÉSINTOX... LA DÉPENSE PRIVÉE REPRÉSENTE 265% DU PIB

Les contempteurs des services publics et de l'État assènent pour appuyer leurs démonstrations un argument se voulant définitif : la dépense publique représente plus de 56% du PIB. Le sous-entendu est implicite : le secteur privé ne se partagerait que les miettes des richesses restantes soit 44% du PIB et donc l'État coûterait trop cher. Or l'économiste Christophe Ramaux démontre sur blog de rue89 que, calculée avec la même méthode que la dépense publique, la dépense privée représente en France... 265% du PIB. Démonstration : en 2012 le PIB s'est élevé à 2031 milliards d'€. La dépense publique est calculée en additionnant les dépenses de fonctionnement des administrations (392 mds d'€), les prestations sociales et subventions (643 mds d'€), l'investissement (64 mds d'€) et les intérêts de la dette (52 mds d'€). Soit un total de mds d'€ ce qui représente bien 57 % du PIB.

UNE MÉTHODE DE CALCUL ORIENTÉE

L'économiste a donc appliqué la même méthode pour calculer la dépense privée. Il a additionné les salaires du privé (817 mds d'€), la consommation intermédiaire (1764 mds d'€), différents impôts (557 mds d'€), les revenus de la propriété et les intérêts (597 mds d'€). Il a ajouté les prestations privées et transferts (175 mds d'€), les investissements (333 mds d'€) et enfin la consommation finale des ménages (1130 mds d'€). Au total, 5373 mds d'€ soit... 265% des 2031 milliards d'€ du PIB. Et l'économiste d'expliquer "on a additionné des flux de dépenses privées dont la somme ne fait en aucun cas une part du PIB. Ni la dépense privée, ni la dépense publique ne sont une part du PIB." L'État n'absorbe donc pas la moitié des richesses du pays....

ACTION DU 15 MAI... DES NOUVELLES D'AILLEURS

En Guyane : grève reconductible commencée le 5 mai, 39,01 % de grévistes. Le 6 mai : Assemblée Générale des grévistes, vote de la grève, signature de pétitions sur les 3 sites de Cayenne. Les organisations syndicales étaient reçues par le DDFiP en fin d'après-midi. Un grand bravo à Jacqueline et à ses troupes.



Dans le Pas-de-Calais : le 5 mai, blocage du Centre des Finances Publiques de Béthune aux usagers et rassemblement des personnels à 11 heures 30 et opérations de blocage dans d'autres centres prévues toute cette semaine.

La loi mobilité... vous avez dit mobilité... Par ici la sortie

Entre 2005 et 2011, 327 corps nationaux ont été supprimés et, il n'en reste aujourd'hui que 333. A terme, seuls 230 subsisteraient en 2018.

Quelque cinq millions et demi d'agents dans les trois fonctions publiques (État, collectivités territoriales, hospitalière) sont de nouveau sur la sellette. Le 4 novembre, le rapport du conseiller d'État Bernard Pêcheur, sur les « modes de recrutement, de rémunération, de gestion et d'organisation des carrières ainsi que des parcours professionnels » des fonctionnaires, a été remis à Jean-Marc Ayrault. Dès le 7, il était présenté aux syndicats de fonctionnaires. Les choses commencent vite et pourtant... Le rapport, commandé en mai dernier, « n'engage pas le gouvernement », a immédiatement fait savoir le Premier ministre, et Marylise Lebranchu, ministre de la Fonction publique, se donne deux ans pour « tout mettre sur la table » : carrières, échelons, grades. Des réunions bilatérales avec les syndicats sont programmées d'ici au 5 décembre, date d'une nouvelle rencontre avec la ministre, pour parler des pistes retenues par le gouvernement.

Les syndicats réclament de leur côté, et ce depuis longtemps, des discussions sur les salaires et une revalorisation du point d'indice. Si les fédérations de fonctionnaires FO regroupées dans l'UIAFP sont prêtes à discuter de tout : thématique, calendrier, accord de méthode, elles veulent surtout négocier avec l'État, l'employeur des fonctionnaires. Ainsi, Christian Grolier, de la Fédération générale des fonctionnaires, oppose la négociation salariale annuelle au « contrat social triennal » préconisé par M. Pêcheur. Il veut discuter de la grille indiciaire, du C jusqu'au A, pour assurer aux agents un meilleur déroulement de carrière.

Tout cela amène M. Pêcheur à souhaiter la décentralisation de la gestion des agents qui serait confiée, non plus à l'État, mais aux préfets.

Dans l'optique de la MAP, (Modernisation de l'action publique), le préfet de région aura le pouvoir de répartir les postes budgétaires de tous les ministères, en fonction de ses propres choix. Confier aussi la gestion des effectifs à ces mêmes préfets conduirait, prévient FO, à « casser les corps, les statuts et les syndicats nationaux ».

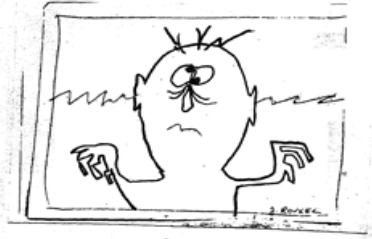
Affaire à suivre dans nos prochains numéros...



Souffrance au travail

Derrière le nom politiquement correct de «risques psychosociaux», il y a le stress lié au travail, les conditions de vie au travail qui se détériorent : un management qui se durcit (s'inspirant du privé, en vue de réduire les coûts), le travail lui-même qui devient pénible

MÉTRO, BOULOT, **BOBO !!**



(surcharge du fait de la réduction des effectifs), une organisation du travail déstabilisante (transfert de services, réorganisations multiples), mais aussi une image du fonctionnaire toujours plus dévalorisée, que véhiculent aussi bien les médias que les décideurs politiques eux-mêmes à travers leurs actes : la RGPP du gouvernement précédent, qui visait à la suppression d'un fonctionnaire sur deux, la mise en place d'un jour de carence pour lutter contre l'absentéisme, abrogé le 20 février dernier par l'actuelle ministre de la Fonction Marilyse Lebranchu.

POUVOIR D'ACHAT : LA MAUVAISE REPONSE DU GOUVERNEMENT



La ministre de la Fonction publique (encore elle) vient d'annoncer la déclinaison de mesures d'allègements de cotisations des salariés du secteur privé pour les fonctionnaires.

Les allègements proposés porteraient sur la réduction de la retenue pour pension civiles et les cotisations retraites (fonctions publiques territoriale et hospitalière) à compter du 1er janvier 2015. Ces allègements devraient être différenciés et dégressifs au regard de la rémunération indiciaire. D'après le gouvernement, 100 % des agents de catégorie C, 70 % de catégorie B, 20 % de catégorie A bénéficieraient de cette mesure soit environ 2,2 millions de fonctionnaires.

Après le rejet massif de la politique d'austérité qui s'exprime de plus en plus chaque jour.

Pour FORCE OUVRIERE, ce n'est pas la bonne réponse aux revendications des agents telles qu'exprimées le 15 mai.

FO rappelle son opposition globale à la baisse des cotisations ou retenues qui mettent en grande difficulté la protection sociale. De même, cette proposition va encore réduire les ressources de la CNRACL, déjà victimes de prélèvements effectués au titre de la solidarité entre les régimes de retraite. Quand on ajoute les mesures sur la grille indiciaire de la catégorie C (470 millions sur deux ans) et le budget alloué à l'allègement des cotisations (environ le même montant), on constate que la valeur du point d'indice pouvait être augmentée d'au moins 0,5 %, ce qui, mécaniquement, aurait maintenu la valeur des droits à pension.

Le gouvernement, à tous les niveaux, préfère alléger le coût du travail et affaiblir notre salaire différé.

Pour FORCE OUVRIERE, la vraie réponse à l'augmentation du pouvoir d'achat est le rattrapage des pertes subies ces dernières années, c'est :

- ♦ Augmentation de 8 % de la valeur du point d'indice et attribution de 50 points d'indice uniforme sur la grille,
- ♦ Augmentation du même niveau pour les non-titulaires
- ♦ Refonte et revalorisation de la grille indiciaire
- ♦ Intégration des primes dans le traitement.

Consommateurs, vous êtes tous concernés...



L'huile de palme constitue LE sujet qui suscite la controverse à ce point qu'il incite industriels et distributeurs à modifier leurs stratégies de vente.

Les consommateurs, bien malgré eux, ingurgitent cet ingrédient dans de nombreuses préparations culinaires salées ou sucrées, - des chips, aux pâtisseries-, puisqu'il n'y a pour l'heure, aucune obligation d'étiquetage de l'utilisation de cet oléagineux dans les aliments. Il leur faudra patienter jusqu'en décembre 2014 pour que la législation européenne fasse figurer explicitement sur l'étiquette la présence d'huile de palme.

L'AFOC incite, ses adhérents et les consommateurs de façon générale, à se montrer circonspects, dès lors que l'agence française de sécurité sanitaire a évoqué, dans un avis de 2010, un **risque pour la santé**.

En léger différé du Comité Technique

Ce CTS principalement consacré au bilan social de l'année 2013 avait également à l'ordre du jour :

- la présentation de l'application FDD « frais de déplacement »
- la présentation de la campagne IR 2014
- la mise en place d'une gouvernance unifiée « risques et audit » à la DRESG
- la présentation pour information du budget 2014
- la suppression de la cellule ICE – Retenue à la source.

Ce dernier sujet a donné lieu à un échange assez vif entre le Directeur et un représentant syndical, par ailleurs cadre C de ladite cellule. Outre les conditions dans lesquelles la suppression de cette structure s'effectue, une partie non négligeable de ses missions ne figurait pas dans la fiche remise aux participants du CTS (bravo au rédacteur !)

FO a voté contre la suppression de la cellule ICE-RAS présentée par la direction comme un transfert de la mission au PCE qui aura probablement des difficultés à la prendre en charge dans un contexte de suppression d'emplois.

Quand au budget de l'année en cours, on relève essentiellement une baisse de la dotation de base agents de 8,43% pour la DRESG comme pour toutes les directions de la DGFIP

Mots croisés sans grille

Un homme qui s'adonne à des travaux d'aiguille.... Acupuncteur
D'une certaine façon on y travaille à la chaîne.... Télévision
C'est un personnage imposant.... Percepteur
Il traduit maux par mots Diagnostic
Sa combinaison cache souvent un trésor.... Coffre-fort
Il perd ses feuilles en toutes saisons Calendrier
C'est quand il se dissipe qu'il devient moins gênant Brouillard
Il facilite la descente d'un col Entonnoir
On y voit des fous évoluer en toute liberté Echiquier
Elle donne accès au prix Nobel ; il donne accès au prix de beauté Physique
Il peut se faire tutoyer cavalièrementObstacle
On l'apprécie chez le pâtissier , ou chez soi après une longue marche Chausson
Parfois transporté à dos d'âne Cartable
Il rafraîchit la pensée mais pas la mémoire Arroseur
Elle évolue sur l'eau ou parmi les étoiles Vedette
Qu'il soit mulet ou qu'il soit loup , c' est un très bon nageur Poisson
Il distribue ses canards dans les kiosques Orphéon
C'est quand il prend la mouche qu'il est le plus inoffensif Fleuret
Un coup de feu le fait détalé Coureur



Il n'y a que les arrivistes pour arriver